

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDÉ

Veillez indiquer ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide **et joindre un RIB-IBAN**

N° IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

BIC |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

a) localisation du projet (lieu de dépôt des matériels) :

identique à la localisation du siège,

sinon, préciser l'adresse :

Code postal : |_|_|_|_| |_|_|_|_|

Commune :

Bassin versant concerné : Bassin versant « Algues Vertes » OUI NON

b) Dans le cas particulier d'un investissement lié à la mise en place d'un site phytosanitaire, préciser si la CUMA est propriétaire du terrain d'implantation :

OUI NON (si non, joindre l'attestation fournie complétée par le propriétaire)

Lieu de travaux :

identique à la localisation du siège,

sinon, préciser l'adresse :

Code postal : |_|_|_|_| |_|_|_|_|

Commune :

c) Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la coopérative participant à l'investissement : |_|_|_|

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si le nombre d'adhérents exploitants agricoles participant à l'investissement est supérieur à 12

N°	Nom et prénom de l'adhérent participant	N° PACAGE ou SIRET	Code postal du siège d'exploitation	Participation à l'investissement N°
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				

d) Nombre de salariés de la CUMA : |_|_|_|

e) Justification du projet

- Nouvelle activité ou service, **ou**
- Augmentation du nombre d'adhérents ou des surfaces, **ou**
- Engagement d'un ou plusieurs adhérents dans un contrat environnemental (MAEC, bio, charte BVAV)
- Engagement d'un ou plusieurs adhérents dans une démarche d'innovation (ferme Dephy, GIEE, AEP)

S'agit il d'un projet inter CUMA ? OUI NON

Si oui indiquez le nom de la (des) CUMA partenaire(s) :

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Cocher les cases correspondantes

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides dans le cadre de l'appel à projets de la Région Bretagne et des autres Collectivités.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet (aucun bon de commande signé, aucun devis signé, pas de début de travaux),
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des informations présentées dans du cahier des charges de la Région Bretagne, et en particulier des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points ;
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement ;
- être à jour de mes cotisations sociales ;
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'exploitation et jusqu'à la date de dépôt de la demande ;
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural ;
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à l'arrêté régional) ;
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement,
- avoir pris connaissance que **ce projet fera l'objet d'une sélection** dans le cadre de l'appel à projets et qu'il pourrait ne pas être sélectionné (dossier ayant obtenu un nombre de points inférieur au nombre minimum de points requis, ou inférieur au nombre de points nécessaires dans l'ordre de classement de la sélection des dossiers et en fonction des disponibilités budgétaires) ;
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet ou à la date de l'accusé de réception de mon dossier complet ;

Je m'engage (nous nous engageons) à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la notification par la Région Bretagne d'un accusé de réception du dossier de demande d'aide dans le cadre du Programme de Développement Rural Bretagne

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- à informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon(notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens - en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que les dossiers subiront une sélection et que certains pourront ne pas être soutenus. En cas de réponse défavorable à cette demande, je pourrai (nous pourrons) avoir la possibilité de la renouveler dans le cadre d'un autre appel à projets **sous réserve que les travaux ne soient pas démarrés.**

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site Internet du ministère en charge de l'Agriculture pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Exemplaire complété de la grille de sélection des dossiers	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements classés par type d'investissement (marque et modèle du matériel envisagé)	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Copie des statuts	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
K-bis à jour	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) ou IBAN	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Liste du matériel déjà détenu en CUMA (précisant pour chaque matériel l'année d'achat) : état d'immobilisation de la CUMA	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Autorisation du propriétaire	En cas de construction sur un terrain n'appartenant pas au demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Derniers bilans et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un.	Tous projets	<input type="checkbox"/>	

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise
 je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent.
Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser à la Région Bretagne.

Fait à le

NOM, PRÉNOM, signature du demandeur et qualité :
(Président ou représentant légal de la CUMA)